



## Fiche d'animation pédagogique

### « Enquête d'investigation sur le Brésil »

*Animation proposée par la Coalition Solidarité Brésil.*

Pour cette animation sous un format collectif, deux possibilités :

- **Soit vous utilisez [la version individuelle](#)** et proposez au groupe de la faire simultanément, en échangeant via la conférence virtuelle sur les réponses au fur et à mesure, ou alors en ouvrant un temps d'échange à la fin.
- **Soit vous utilisez cette fiche qui décrit la méthodologie d'animation d'un groupe**, adaptée au format virtuel auquel nous sommes contraint.e.s pendant le confinement, qui est accompagnée **d'un montage pdf pour les apprenant.e.s.**

**Durée de l'animation** : entre 1h10 et 2H20, modulable en fonction de la disponibilité.

**Taille du groupe** : 30 personnes maximum, 10 personnes dans l'idéal.

**Type de public** : jeune et/ou adulte.

#### **Objectifs de l'animation** :

- Sensibiliser à la situation du Brésil et à l'augmentation croissante des violations des droits humains et atteintes à l'environnement.
- Faire connaître les résistances des mouvements sociaux sur les territoires au Brésil.

#### **Matériel** :

- Logiciel tel que ZOOM, JITSI ou GREENLIGHT pour une conférence virtuelle, qui permet aux participant.e.s de se voir à travers leurs webcams respectives et à l'animateur.trice de partager son écran.
- Le power point/PDF qui est téléchargeable sur le site.

Cette animation se base sur [le Baromètre d'alerte de la situation des droits humains au Brésil](#) qui a été publié par la Coalition Solidarité Brésil.

**Résumé de l'animation** : vous allez proposer au groupe avec lequel vous faites l'animation de mener une enquête d'investigation sur le Brésil et en particulier sur la situation sociale du pays. Cette enquête va se baser sur des photos, des affirmations et des vidéos. Au terme de cette enquête, vous inviterez les gens à s'engager à agir pour le Brésil.

## En amont de la séance

Envoyez un mail aux participant.e.s en leur donnant le lien pour qu'ils/elles puissent se connecter le jour J et en les invitant à participer à une « **Enquête d'investigation sur le Brésil** » proposée par la **Coalition Solidarité Brésil**.

## Intro : brainstorming sur le Brésil (10 min)

Dès que tout le monde est connecté, vous pouvez introduire la séance :

**« Bonjour et bienvenue à toi pour cette enquête d'investigation sur le Brésil ! Merci de nous avoir rejoint.e.s ! Pour commencer, nous allons faire un petit brainstorming sur le Brésil : quels sont les mots, les images qui vous viennent quand je vous dis Brésil ? »**

Vous laissez chacun.e s'exprimer, puis vous reprenez la main :

**« On a tous une idée plus ou moins claire de la situation du Brésil actuellement. Pour certain.e.s cela évoque les vacances, la samba et le Carnaval, d'autres Bolsonaro, les feux en Amazonie et les violences dans les favelas. On a besoin de plus de précisions, d'être un peu plus rigoureux dans notre analyse. Que se passe-t-il exactement au Brésil ?**

**C'est pour cela que nous vous avons rassemblé.e.s, pour participer à une enquête d'investigation. Merci d'avoir accepté d'en faire partie ! Votre mission en tant qu'enquêteur.euse sera d'enquêter sur la situation sociale au Brésil...**

**Cette enquête va se dérouler en trois étapes, à partir de trois types d'indices : des images qui nous sont parvenues par satellites, des propos dans la presse et des témoignages de témoins en direct... Nous terminerons en tirant les conclusions nécessaires face aux résultats de cette enquête. »**

Vous pouvez avant de continuer faire un rappel rapide pour situer la chronologie des dernières années au Brésil :

- 2016 : coup d'état parlementaire qui conduit à la destitution de Dilma Rousseff. Michel Temer assume alors la présidence de la République, décrié par une grande partie de la population, qui le voit comme illégitime.
- 2018 : campagne électorale, forte bipolarisation de la société, manigances du pouvoir judiciaire pour empêcher Lula de se représenter à la présidence de la République.
- 2019 : début du mandat de Jair Bolsonaro, président d'extrême droite, aux propos racistes, homophobes, misogynes et violents.

## Début d'une enquête en trois étapes

### ÉTAPE 1 : Premiers indices : des images ont été prises sur le lieu de l'enquête (20 à 40 min)

*Vous introduisez ce premier temps :*

**« Pour démarrer l'enquête pour de bon, des images ont été prises sur le lieu d'investigation par un partenaire d'enquête nommé « Midia Ninja ». Regarde bien chaque détail, sois rigoureux.euse dans ta lecture des indices ! »**

*Vous partagez votre écran avec vos participant.e.s et projetez une première image (Vous retrouverez toutes les photos [sur le power point téléchargeable sur le site](#)). Vous demandez au groupe : **Que voyez-vous ? Qu'est-ce qui vous interpelle ? Qu'est-ce que cette photo indice nous dit du Brésil ?** Puis vous donnez la petite explication fournie ci-dessous (présente aussi sur le powerpoint à la suite de la série de photos)*

*Puis projetez la seconde, avec les mêmes questions et ainsi de suite. Si vous trouvez qu'il y a trop de photos, vous pouvez sélectionner celles qui vous intéressent.*

#### Justice sociale

##### **Photo 1 - Campement**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Cette photo montre un campement de fortune en périphérie d'une grande ville brésilienne, avec des habitats faits de bric et de broc. Qu'est-ce que cette photo nous dit sur le Brésil ? Qu'il est l'un des pays les plus inégalitaires de la planète, où les écarts de revenus et fortunes sont considérables : les 10 % des plus riches concentrent plus de 40 % des revenus<sup>1</sup> et la pauvreté, la faim, le travail informel sont le lot de millions de Brésiliens. Bien qu'ils soient garantis par la Constitution ou par des lois spécifiques, 64,9% de la population brésilienne ne bénéficie pas d'au moins l'un des droits garantis suivants : droits à l'éducation, à la protection sociale, à un logement convenable, aux services assainissement de base et à l'internet<sup>2</sup>. La pandémie est venue aggraver cette situation : à titre d'exemple, l'indice de Gini qui mesure les écarts entre les revenus, a augmenté de 2,82 % entre le premier et le second trimestre 2020, passant de 0,8019 à 0,8245, une augmentation considérable sur un laps de temps si court<sup>3</sup>.

##### **Photo 2 – Jeune noir entouré de policiers**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Cette photo montre l'arrestation d'un jeune noir par la police. Son regard peut exprimer de la peur et de l'injustice. Qu'est-ce que cette photo nous dit sur le Brésil ? Héritage de l'esclavage et du

<sup>1</sup> Données de 2018 de l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques. L'indice de Gini pour 2018 est de 0,545, alors qu'il était de 0,524 en 2015.

<sup>2</sup> Les données ont été extraites de la synthèse des recherches sur les indicateurs sociaux de l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique) de 2017 et 2018 et publiées dans la série « Sans Droits » issue de la collaboration de Ponte jornalismo, Colabora et Amazônia Real.

<sup>3</sup> « Effets de la pandémie sur le marché du travail brésilien : Inégalités, ingrédients du travail et rôle de la journée », septembre 2020, Centre de Politiques Sociales de la Fondation Getulio Vargas.

colonialisme, les inégalités liées au genre, à la classe sociale, ou à la couleur de peau sont criantes au Brésil. Les propos de Jair Bolsonaro sont venus conforter une partie des électeurs des classes moyenne et supérieure dans leur misogynie, racisme, homophobie et préjugés envers les plus pauvres.

### **Photo 3 - Jeunes femmes en manifestation**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Cette photo montre des femmes manifestant contre les féminicides. Qu'est-ce que cette photo nous dit sur le Brésil ? Depuis quelques années, les cas de discriminations et de violence extrême se multiplient : si l'on regarde les chiffres, en 2019, trois femmes sur dix ont souffert d'un type de violence<sup>4</sup>, 79,1 % des victimes des homicides au Brésil sont noires<sup>5</sup> et l'on recense **une morte violente de personne LGBTQI+ toutes les 26 heures**<sup>6</sup>.

### **Justice environnementale**

#### **Photo 4 – Champ de soja**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Il s'agit d'un champ de soja (ou plutôt d'une « mer de soja ») dans l'Etat du Tocantins. Que nous dit cette photo du Brésil ? Jamais remis en cause, le modèle économique basé sur la surexploitation des ressources naturelles et l'exportation de matières premières reste dominant au Brésil. Ce modèle se traduit par l'avancée de l'agrobusiness, la multiplication des mégaprojets miniers, l'extraction d'hydrocarbures et un nouveau boom dans le secteur de la construction et opération de grands projets hydro-électriques. Parallèlement, des nouveaux secteurs fleurissent comme celui des projets d'économie verte. La pression exercée sur les populations et les territoires à la fois ruraux, urbains et forestiers, elle, s'accroît ces dernières années : intensification des conflits socio-environnementaux et apparition de nouveaux conflits au niveau des frontières agricoles, recrudescence de la violence matérielle et symbolique sur certaines communautés etc.

#### **Photo 5 - Wagon Vale**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Il s'agit de militants et militantes de mouvements sociaux face à des wagons de l'entreprise Vale. Le barrage de déchets miniers de l'entreprise Vale à Brumadinho, qui a cédé le 25 janvier 2019, a fait 259 morts et a libéré 12,7 millions de mètres cubes de boues toxiques. Il constitue un exemple de cette pression socio-environnementale provoquée par l'extractivisme et l'irresponsable gestion des multinationales propriétaires. Tandis que justice n'a pas été faite, l'empoisonnement et l'envasement des barrages et rivières en aval se poursuivent. Face à cette privatisation et marchandisation de la nature, il devient urgent de remettre l'accent sur les « biens communs », entendus non comme des choses, mais comme des relations sociales qui favorisent une gestion partagée des ressources de manière juste et durable sur les territoires.

#### **Photo 6 - Peuples autochtones**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Cette photo représente une manifestation des peuples autochtones. La constitution brésilienne de 1988 reconnaît des droits aux peuples autochtones et affirme le principe de diversité culturelle.

<sup>4</sup> Etude « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique, 2019.

<sup>5</sup> Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2020 du Forum Brésilien de Sécurité Publique, octobre 2020.

<sup>6</sup> « Morts violentes de LGBT+ au Brésil – 2019, Rapport du Groupe Gay de Bahia », publié en avril 2020.

Pourtant, les droits fondamentaux des peuples autochtones sont régulièrement bafoués et remis en question. A travers leurs luttes et stratégies de résistance, les peuples indigènes, communautés paysannes et traditionnelles et secteurs populaires réaffirment leurs droits, cherchant à empêcher une invasion de leurs territoires par les logiques de marché, afin de les préserver comme des espaces de vie communautaire.

### Espaces de démocratie

#### **Photo 7 - Occupation étudiante**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Cette photo représente une assemblée d'étudiant.e.s occupant l'assemblée législative de São Paulo pour réclamer une commission d'enquête sur le détournement de fonds publics destinés à l'achat d'aliments pour leurs écoles. Qu'est-ce que cette photo nous dit du Brésil ?

Le Brésil est pionnier dans le dévoiement du droit au service d'objectifs politiques. On parle de « judiciarisation de la politique » ou de « politisation du judiciaire ». La justice brésilienne aujourd'hui laisse impunie de nombreux crimes, mais s'immisce dans la vie politique pour maintenir l'intérêt des secteurs des trois B (Boeuf, Balle et Bible).

Par ailleurs, dans le secteur de l'éducation, le gouvernement de Jair Bolsonaro a annoncé une diminution de 18,2 % du budget alloué au Ministère de l'Éducation en 2021 par rapport à 2020<sup>7</sup>, impactant le fonctionnement des universités et l'entretien des bâtiments. Coupes budgétaires et dénonciation des « ennemis de la patrie » allant de pair, les intérêts des grands groupes de l'enseignement privé et des milieux évangéliques les plus conservateurs s'en trouvent favorisés.

#### **Photo 8 - Journaliste entre policiers**

*Qu'est-ce que tu vois ? Qu'est-ce que cette photo-indice nous dit sur le Brésil ?*

Cette photo représente un journaliste, qui opère au milieu de policiers. Qu'est-ce que cette photo nous dit du Brésil ? L'opinion d'une grande partie de la population est façonnée par des médias hégémoniques, le groupe Globo, ses journaux, ses chaînes de nouvelles et ses telenovelas. Ces médias contrôlés par les élites occultent toutes les manifestations, protestations et résistances citoyennes, diffusent des valeurs conservatrices et exaltent l'action d'un État violent et répressif. L'action de médias alternatifs est rendue très compliquée par ce système.

Cette photo parle aussi de la culture de la peur qui est alimentée par les actions violentes de la Police et des Militaires, qui n'hésitent pas à « pacifier » les quartiers populaires en perpétrant rackets, extorsions, exécutions extrajudiciaires, actes de torture et pressions contre les acteurs locaux.

---

<sup>7</sup>OLIVEIDA, Elida. « Le ministère de l'Éducation prévoit une coupure de 4.2 milliards de reais dans le budget pour 2021 » [en ligne]. G1, publié le 10/08/2020 [consulté le 18.12.2020].

## ÉTAPE 2 : Seconds indices : relevé de déclarations dans la presse (15 à 30 min)

Vous prenez la parole :

« *Votre regard était bien aiguisé pour cette première étape de l'enquête, qui nous a permis de dresser les grandes lignes de questions structurelles au Brésil...Pour affiner notre enquête, nous avons relevé un certain nombre de déclarations dans la presse : témoins extérieurs, proches, familles ont pu s'exprimer...Mais il va nous falloir démêler le vrai du faux...A vous de jouer ! Une question va s'afficher sur mon écran et je vais vous la lire en même temps. Si vous pensez que la réponse est vraie levez la main, sinon laissez votre main baissée*» (selon votre logiciel, vous pouvez utiliser les fonctionnalités qu'il vous propose pour donner un moyen aux participant.e.s de se manifester s'ils/elles pensent que l'affirmation est vraie)

Vous projetez chaque affirmation (à l'aide du power point joint, en gardant votre écran partagé avec les participants), puis donnez la bonne réponse et les explications correspondant. Là encore, si vous trouvez qu'il y a trop d'affirmations, sélectionnez celles qui vous intéressent.

### 1) Bolsonaro a supprimé le programme de Bolsa Familia destiné aux familles les plus pauvres.

**Faux** : ce programme, très populaire en raison de son succès pour faire sortir les familles les plus démunies de l'extrême pauvreté, n'a pas été supprimé. En revanche, ce programme a subi des coupes et réductions budgétaires.

### 2) L'organisation des JO en 2016 et de la coupe du monde en 2014 a permis la création de nombreux nouveaux logements sociaux.

**Faux** : Après les politiques sociales des années 2000, qui ont amené à la création du Ministère des villes, une revendication historique des mouvements populaires de lutte pour le droit à l'habitat, des politiques d'austérité ont brutalement inversé la tendance.

Le dialogue avec les mouvements sociaux s'est interrompu et les expulsions des familles occupant des immeubles vides sont devenues récurrentes. L'organisation des Jeux Olympiques en 2016 à Rio et celle de la Coupe du Monde de football en 2014 dans d'autres villes ont servi d'alibi pour accélérer ces expulsions.

Durant sa campagne électorale, le président Jair Bolsonaro a lancé des messages clairs sur la sacralité de la propriété privée en dépit du droit au logement pour tous et toutes. Les menaces et la criminalisation des mouvements luttant pour un logement digne et pour le droit à la ville ont continué depuis son accession au pouvoir.

### 3) Le Brésil est un pays où historiquement il y a peu de racisme.

**Faux** : Le Brésil est marqué par un racisme structurel, qui s'exprime sous différentes formes. Il **opère tout d'abord dans le champ des représentations sociales** : dans les programmes de télévision, il est ainsi commun de voir les personnes afro-brésiliennes stigmatisées, reproduisant des stéréotypes sociaux qui les associent à la violence. La naturalisation du racisme passe aussi par l'absence de personnes noires parmi les haut.e.s magistrat.e.s des tribunaux de justice ou dans les cours de médecine des universités, ce qui est rarement questionné et participe cependant à la construction de l'imaginaire social sur la place des populations noires au Brésil. **Le racisme s'exprime également dans le domaine économique** : les populations noires sont les plus vulnérables socialement, avec des salaires peu élevés et des emplois précaires pour la grande majorité d'entre elles. **Si l'on adopte un regard urbain, le racisme s'observe sur le territoire**, notamment dans les quartiers périphériques (favelas) où les populations sont quotidiennement mises en danger par la guerre entretenue entre les forces policières et militaires d'un côté et les différentes milices et groupes du crime organisé de

l'autre. À cela s'ajoutent les différents coûts de la vie dans les quartiers périphériques où les opportunités d'accès à l'éducation, à la santé, à la culture et sport et aux services publics de base sont bien moindres. Par là même, **ce racisme s'exprime dans le champ des politiques publiques**, qui n'intègrent pas suffisamment la problématique du combat contre les discriminations pour faire évoluer les inégalités raciales.

L'une des manifestations les plus significatives de ce racisme structurel ces dernières années est celle de la violence et notamment de **la violence policière, dont souffrent les populations noires des quartiers populaires** : 79,1 % des personnes tuées en 2019 lors d'interventions policières sont noires<sup>8</sup>.

#### **4) Le Brésil dispose de lois visant à contribuer à la réduction de la violence domestique et familiale**

**Vrai** : vivre sans violence est un droit pour toutes les femmes. Depuis les années 1980, le Brésil a avancé dans la création de mécanismes, normes et services spécialisés d'attention aux femmes victimes de violence. La loi Maria da Penha de 2006 est un bon exemple de ce processus : elle vise à protéger la femme de la violence domestique et familiale. Elle constitue le fruit d'un travail entre les pouvoirs publics et les mouvements sociaux de femmes. Pourtant, le nombre de féminicides<sup>9</sup> est en augmentation (de près de 7% entre 2018 et 2019)<sup>10</sup>. Les organisations et mouvements de femmes réclament des politiques publiques adaptées et donc plus de centres, de maisons de protection et de commissariats de police spécialisés dans l'accueil des femmes. Ces organisations et mouvements dénoncent la flexibilisation du port d'armes qui va augmenter les risques de violence domestique et familiale et plaident pour un investissement dans l'éducation, afin de déconstruire dès le plus jeune âge le machisme qui imprègne toute la société.

#### **5) Au Brésil, l'homophobie est un crime au même titre que le racisme**

**Vrai** : Dans ce contexte de violence, malgré un fort sentiment d'insécurité, la communauté LGBTQI+ se mobilise à travers des actions fortes, notamment durant les élections municipales de novembre 2020. selon le mouvement #VoteLGBT, 502 personnes LGBTQI+ ont été candidates aux élections municipales de novembre 2020 et 90 personnes ont été élues<sup>11</sup>. La lutte contre les violences anti-LGBTQI+ a rencontré un certain écho dans les contre-pouvoirs brésiliens, à l'image de groupes d'avocat.e.s demandant le respect des droits des personnes LGBTQI+ ou encore via la confirmation, par le Tribunal Suprême Fédéral, de la criminalisation de l'homophobie, au même titre que le racisme.

#### **6) Au Brésil, la constitution affirme que la propriété doit remplir « une fonction sociale ».**

**Vrai** : la fonction sociale de la propriété est décrite dans l'article 5, alinéa XXIII, de la Constitution fédérale de 1988. C'est dans ce cadre que les mouvements de lutte pour le logement ou la terre se battent pour construire des alternatives et donner une voix à cette partie invisible de la population. L'occupation constitue l'une de leurs armes fondamentales : ils choisissent des terrains inoccupés et procèdent à leur occupation avec les familles intéressées. Le but n'est pas seulement de trouver une solution au problème du logement ou de l'accès à la terre, mais aussi de construire des espaces pour l'accès à l'éducation, la santé, la culture, la mobilité, une alimentation saine et améliorer la qualité de vie des familles ainsi relogées.

---

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> Assassinat pour le fait d'être femme, crime qui a été typifié dans la loi en 2015.

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> Données du mouvement #VoteLGBT de décembre 2020, disponibles sur leur site.

Face au besoin, occuper un espace dans la ville revient aussi à occuper un espace dans le débat politique. Cela permet par ailleurs de se former, pour continuer à dénoncer le manque de politique d'accès au logement ou à la terre pour les plus exclu.e.s.

#### **7) Le Brésil est le 3ème pays consommateur de pesticides au monde.**

**Faux :** Le Brésil est le 1er pays consommateur de pesticides au monde. En conséquence de son agriculture industrielle, le Brésil est aujourd'hui le 4e plus gros consommateur d'engrais synthétiques et le premier en consommation de pesticides au monde<sup>12</sup>. Selon le Ministère de l'Agriculture, 674 nouveaux pesticides ont été autorisés sur le marché entre janvier 2019 et juin 2020, un chiffre jamais atteint en 15 ans sur une même période<sup>13</sup>.

#### **8) Leonardo Di Caprio est responsable des incendies en Amazonie.**

**Faux :** c'est pourtant ce que le Président Jair Bolsonaro a affirmé au moment des incendies dans l'Amazonie à l'été 2019....

#### **9) Les conflits socio-environnementaux ont tous lieu en Amazonie :**

**Faux :** L'Amazonie n'est pas le seul territoire en proie aux conflits socio-environnementaux : **les conflits autour de l'eau ont plus que quadruplé en 10 ans sur tout le territoire brésilien**<sup>14</sup>.

Le barrage de déchets miniers de l'entreprise Vale à Brumadinho, qui a cédé le 25 janvier 2019, a fait 259 morts<sup>15</sup> et a libéré 12,7 millions de mètres cubes de boues toxiques. Il constitue un autre exemple de cette pression socio-environnementale provoquée par l'extractivisme et l'irresponsable gestion des multinationales propriétaires.

#### **10) Le gouvernement de Jair Bolsonaro veut intégrer les peuples autochtones à la société brésilienne :**

**Vrai :** La constitution brésilienne de 1988 reconnaît des droits aux peuples autochtones et affirme le principe de diversité culturelle. Pourtant, les droits fondamentaux des peuples autochtones sont régulièrement bafoués et remis en question. **Le nombre de cas enregistrés de violences contre les personnes autochtones en 2019 est plus de 2 fois supérieur au total enregistré en 2018**<sup>16</sup>. Cette impunité est renforcée par le discours tenu par Jair Bolsonaro contre les peuples autochtones - « nous allons les intégrer à la société »<sup>17</sup> - qui rejette les différences et renoue avec une politique d'assimilation.

#### **11) Bolsonaro a ordonné la commémoration en mai du coup d'Etat militaire de 1964.**

**Vrai :** d'autres mesures inquiétantes ont été prises dans ce sens : une révision des manuels scolaires visant à effacer toute mention de la « dictature militaire », la mise en place d'une commission chargée d'évaluer les « contenus idéologiques » de l'enseignement supérieur et une modification des règles définissant le choix des recteurs des universités fédérales. Un nouveau modèle de l'enseignement est porté par le gouvernement : les disciplines comme la philosophie, la littérature ou la sociologie sont directement menacées, alors que, parallèlement, le gouvernement propose d'implanter 200 écoles civiques-militaires d'ici 2023.

<sup>12</sup> Atlas de l'Agrobusiness 2018, Fondation Heinrich Böll Brésil et Fondation Rosa Luxembourg.

<sup>13</sup> Données du Ministère de l'économie, publiées sur son site officiel, juin 2020.

<sup>14</sup> Rapport 2019 « Conflits en milieu rural », publié en 2020 par la Commission Pastorale de la Terre.

<sup>15</sup> Données 2019 du Comité en défense des territoires

<sup>16</sup> Rapport « Violence contre les peuples indigènes du Brésil – Données de 2019 », septembre 2020.

<sup>17</sup> Entretien Globo News du 3 août 2018.



**12) Le secrétaire à la culture du gouvernement de Bolsonaro a été forcé de démissionner pour avoir paraphrasé les propos du chef de propagande nazie Joseph Goebbels.**

**Vrai :** suite aux nombreuses réactions d'indignation de la société et des organisations, le secrétaire à la culture du gouvernement de Bolsonaro a dû démissionner début 2020, pour avoir paraphrasé un discours du bras droit d'Hitler en Allemagne.

**13) Le Gouvernement de Jair Bolsonaro est composé uniquement d'hommes.**

**Faux :** le gouvernement comporte deux femmes. La sous-représentativité des femmes dans son gouvernement est flagrante et à l'image de la politique sexiste et misogyne du gouvernement!

**14) Le pouvoir judiciaire permet de limiter les atteintes aux droits humains au Brésil**

**Faux :** Le gouvernement de Jair Bolsonaro a développé l'usage de la justice à des fins politiques, comme une arme dans sa lutte idéologique contre l'opposition démocratique. Cet usage est incarné par la nomination au poste de ministre de la Justice du juge Sergio Moro, principal responsable de l'incarcération contestée de l'ex-président Lula, ayant empêché sa candidature à l'élection présidentielle.

Derrière ce cas emblématique, les exemples d'instrumentalisation de la justice à des fins politiques sont nombreux. Plusieurs.e.s député.e.s d'opposition victimes de menaces de mort se voient opposer un refus de protection policière, à l'image de la députée Talira Petrone (PSOL). À ce défaut de protection s'ajoute une inaction judiciaire visible dans la recherche des responsables de violences commises à l'encontre des opposant.e.s politiques. Ainsi, malgré les avancées effectuées par les journalistes dans l'enquête sur l'assassinat de la conseillère municipale de Rio Marielle Franco en avril 2018, aucun commanditaire n'a encore été identifié par la justice.

**15) 5 familles contrôlent 50% des médias au Brésil :**

**Vrai :** En [2018, 5 familles contrôlent plus de 50% des médias](#)<sup>18</sup>. En tout, ce sont moins de 10 familles qui dictent la ligne éditoriale de ce qui sera transmis à la société brésilienne. Les médias publics existent, mais sont très faibles et peu indépendants face aux intérêts politiques et économiques des groupes au pouvoir. Bolsonaro multiplie les attaques contre la presse : entre janvier et octobre 2020, une attaque par jour de Bolsonaro contre la presse a été recensée <sup>19</sup>.

La Constitution brésilienne garantit pourtant la diversité et la pluralité de l'information, mais ces principes n'ont jamais été traduits dans la loi. Et pour cause, plusieurs dizaines de parlementaires sont propriétaires de médias, ce qui est interdit par la Constitution.

---

<sup>18</sup> Données de 2018 de Media Ownership Monitor Brasil,.

<sup>19</sup> « En neuf mois, Bolsonaro attaque 299 fois la presse », Fédération nationale des journalistes, Octobre 2020.

### ÉTAPE 3 : Troisièmes indices : interview de témoins (10 à 30 min)

*Vous prenez la parole « Pour clôturer cette enquête, nous avons fait appel à des témoins, pour qu'ils et elles nous donnent en direct leur version de la situation sociale du Brésil. Regardez bien attentivement ces vidéos et notez les mots qui vous marquent : qu'est-ce que cela dit de l'état des mouvements sociaux et de la résistance au Brésil ? »*

*Les vidéos sont incluses dans le power point. Si jamais elles s'affichent mal, vous pouvez utiliser les liens ci-dessous ou les retrouver sur notre site (ainsi que d'autres vidéos) <https://lebrasilresiste.org/>*

*Une témoin de l'Amazonie : <https://youtu.be/eK7vK10SZG8>*

*Un témoin qui nous vient de Xingu, près du Barrage de Belo Monte! <https://youtu.be/W1Drs3PKc64>*

*Une témoin du Nord-Est du Brésil! <https://youtu.be/GDaRf851XzQ>*

*Un témoin de São Paulo <https://youtu.be/T8XR00t7hZw>*

### Conclusion de cette enquête et actions ici en France (15 à 30 min)

*Vous introduisez la conclusion de l'enquête :*

***Nous arrivons à la fin de cette enquête, merci, vous avez été d'une grande efficacité ! Il ne reste plus qu'à délivrer les conclusions de l'enquête. Après avoir recueilli tous ces indices (images, textes, vidéos), nous vous proposons de répondre à trois questions :***

- Quelles sont les grandes menaces pesant aujourd'hui sur le Brésil?
- Qui sont les acteurs qui se mobilisent aujourd'hui pour défendre les populations vulnérables ?
- Comment pourrions-nous les aider et les soutenir depuis la France ?

*Vous laissez le groupe réagir librement à chacune de ces questions.*

*Puis vous les remerciez pour leurs propositions. Vous leur expliquez :*

***« Face à la situation sociale désastreuse du Brésil, que vous avez découverte durant cette enquête, 17 organisations de solidarité internationale françaises ont décidé en décembre 2018 de former une coalition pour faire converger leurs actions en soutien aux acteurs de la société civile brésilienne qui luttent pour la démocratie dans leur pays. La Coalition Solidarité Brésil, en lien avec des organisations brésiliennes, entreprend des actions de sensibilisation, de visibilité et de plaidoyer en France et en Europe, en défense des droits, plus particulièrement ceux des groupes vulnérables.***

***La Coalition Solidarité Brésil s'est lancée dans une campagne de communication intitulée « Le Brésil résiste. Lutter n'est pas un crime ». La campagne vise entre relayer la voix de nos partenaires dans les médias et à consolider un réseau d'appui et de solidarité avec la société civile brésilienne en France.***

***Comme première étape de cette campagne, la Coalition s'est dotée d'un instrument à même de l'aider à faire un état des lieux de la situation sociale du Brésil. Il s'agit d'un BAROMÈTRE mesurant la pression subie par la société civile ces derniers temps et plus particulièrement ces deux dernières***

*années. Cette enquête reprend une grande partie de ce baromètre, si vous voulez en savoir plus et vous investir dans cette action, vous pouvez visiter le site: <https://lebrasilresiste.org/>*

*Pour terminer cette investigation, nous vous proposons de proposer au groupe que chacun et chacune se prenne en photo.*

*Pour terminer cette investigation, je vous propose d'effectuer un geste en solidarité avec les populations exclues du Brésil : vous prendre en photo la main levée, dans un geste qui dit stop à toutes ces violations des droits humains (vous leur montrez le geste...Il y a un exemple sur le powerpoint et d'autres sur le site [en suivant ce lien.](#)) J'enverrai ensuite vos photos à La Coalition.*

*Vous récoltez les photos de ceux et celles qui sont prêts à la faire et les envoyer à l'adresse [coalitionbrasil@lebrasilresiste.org](mailto:coalitionbrasil@lebrasilresiste.org) Elles seront mises en forme et publiées sur notre site.*

L'animation est terminée ! Vous pouvez inciter les participant.e.s à continuer à se mobiliser avec notre réseau de « Brésistant.e.s » en diffusant cette enquête, le baromètre et en proposant à d'autres personnes autour d'eux/elles de se prendre en photo en solidarité avec le Brésil. Enfin, ils et elles peuvent aller sur le site et [remplir le formulaire](#) pour se tenir informé.e.s des prochaines actions de mobilisation de la Coalition.

Bonne animation

Abraços !!!

La Coalition Solidarité Brésil